

Le Sinaï – d’une zone-tampon à un champ de bataille

L’abandon du Sinaï et la croissance d’un vide sécuritaire dans la péninsule ont transformé l’arrière-cour de l’Egypte en fief du militantisme avec des implications non seulement nationales mais aussi régionales et mondiales.

Par Lisa Watanabe

La détérioration de la situation dans la péninsule du Sinaï a été propulsée sur le devant de la scène le 10 novembre 2014 quand son groupe salafiste djihadiste le plus capable et le plus actif, Ansar Bayt al-Maqdis (Partisans de Jérusalem, ABM), a prêté allégeance au soi-disant Etat islamique (EI), se rebaptisant «Province du Sinaï». Mais depuis plus de dix ans déjà, en raison de la marginalisation politique de la population locale et de l’érosion de la mainmise de l’Etat central sur l’autorité dans la péninsule, le Sinaï offre un terrain fertile pour l’émergence de ces groupes. Le vide sécuritaire créé par la chute du régime Moubarak en 2011 a donné une impulsion supplémentaire à la transformation du Sinaï en lieu d’insurrection à part entière et de refuge pour les groupes djihadistes dont certains ont des liens avec des réseaux terroristes mondiaux. En particulier l’armée et les services de sécurité égyptiens ont été ciblés par des groupes islamistes violents basés dans le Sinaï depuis le coup d’Etat de 2013.

Mais ils ne ciblent pas que les autorités égyptiennes. Plusieurs groupes basés au Sinaï ont aussi attaqué des cibles israéliennes en se servant de réseaux de tunnels reliant le Sinaï à la bande de Gaza, leur donnant la capacité d’affecter le délicat triangle relationnel entre les autorités égyptiennes, israéliennes et gazaouies. Il est également inquiétant qu’ils aient le potentiel de cibler des avions civils, des stations balnéaires et



Forces de sécurité égyptiennes détruisent les maisons de Palestiniens à la frontière avec Gaza pour créer un cordon sanitaire (30 octobre 2014). *Ibraheem Abu Mustafa / Reuters*

des navires dans le canal de Suez et de commettre des enlèvements contre rançon. A ce titre, les Etats européens, dont la Suisse, ont intérêt à promouvoir une amélioration de la situation dans le Sinaï.

Les groupes armés du Sinaï

La péninsule du Sinaï abrite toutes sortes d’acteurs non étatiques armés, dont des groupes militants bédouins et islamistes. Le manque d’accès à la région ne permet pas de se faire une idée claire de l’état des

choses. On pense toutefois que le Hamas et d’autres militants basés à Gaza sont impliqués dans la contrebande de marchandises, d’armes et d’explosifs vers Gaza via un réseau de tunnels prenant naissance dans le nord-est du Sinaï. On croit aussi que des groupes salafistes djihadistes partageant l’idéologie d’Al-Qaïda ou ayant récemment prêté allégeance à l’EI sont basés dans le nord-est du Sinaï. Par ailleurs, on assume que les groupes militants islamistes basés en Egypte continentale qui ciblent

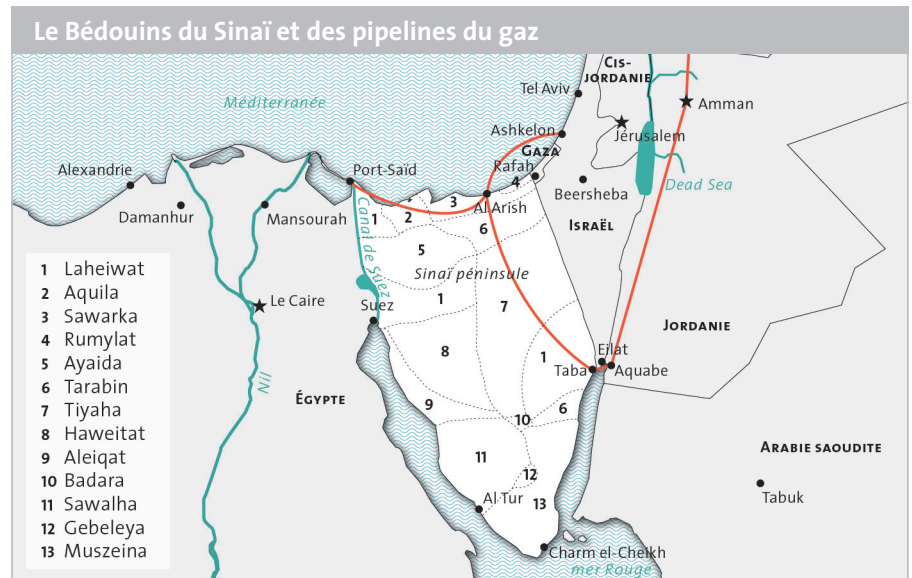
essentiellement les autorités égyptiennes, sont les plus actifs dans les régions côtières le long du canal de Suez. On sait peu de choses de la relation précise entre ces groupes, même si on peut discerner un certain degré de recoupement logistique et de coopération. Leurs principaux revenus proviennent d'activités illégales rendues possibles par l'économie de contrebande bien établie du Sinaï et de contributions de groupes militants islamistes étrangers.

Le groupe salafiste djihadiste le plus capable et le plus prolifique sur le plan opérationnel est Province du Sinaï (anciennement Ansar Bayt al-Maqdis), qui prétend avoir été fondé en 2012 par des Égyptiens. Le groupe s'inspire d'Al-Qaïda bien qu'il n'ait aucun lien organisationnel direct avec Al-Qaïda. Ses membres sont surtout des Bédouins locaux bien qu'il recrute au Moyen-Orient au sens large, y compris le champ de bataille syrien et l'Afrique du Nord. Initialement, le groupe lançait des attaques contre des cibles israéliennes comme la ville d'Eilat et contre le pipeline

Les griefs des Bédouins ont rendus vulnérables à l'Islam radical.

qui transportait le gaz naturel à travers le Sinaï vers Israël jusqu'en 2012. Cependant, après le coup d'État de 2013, il a déclaré la guerre à l'armée et aux forces de sécurité égyptiennes. De récentes attaques très médiatisées comprennent la tentative d'assassinat du ministre égyptien de l'Intérieur, Mohamed Ibrahim, en septembre 2013, le bombardement du bâtiment de la Direction de la sécurité à Mansoura dans le delta du Nil en décembre 2013, les bombardements presque simultanés au Caire en janvier 2014 et la destruction en vol d'un hélicoptère militaire égyptien par un système portatif de défense aérienne (MANPAD) près de Shaykh Zuweid le même mois. Le groupe est aussi responsable des deux plus grandes attaques depuis le renversement de Mohammed Morsi - un attentat-suicide à la bombe qui a fait une trentaine de morts parmi le personnel de sécurité, de nouveau à Shaykh Zuweid, le 24 octobre 2014 et les quatre attaques au nord du Sinaï la 29 janvier 2015, qui ont tué au moins 30 personnes.

Le Conseil de la Choura des Moudjahidin (MSC) est un autre groupe important. Fondé en 2012, le MSC rassemble plusieurs groupes djihadistes basés à Gaza. Il



s'oppose au traité de paix égypto-israélien de 1979 et tend à se concentrer sur des cibles israéliennes. Il a revendiqué une attaque transfrontalière avec des dispositifs explosifs de circonstance en juin 2012, des attaques à la roquette contre les villes israéliennes de Sderot en mars 2013 et d'Eilat en avril et août 2013. Le MSC sympathise avec Province du Sinaï et a lui aussi déclaré son soutien à l'EI en février 2014.

Ansar al-Jihad dans la péninsule du Sinaï (aussi connu sous le nom d'Al-Qaïda dans la péninsule du Sinaï) a été fondé en 2011, annonçant en même temps son intention d'honorer le serment d'Osama ben Laden. Son fondateur, Ramzi Mahmoud al-Mowafi, qui était le médecin d'Osama ben Laden, s'est évadé de prison en 2011 et a formé à la fin de la même année Ansar al-Jihad dans la péninsule du Sinaï, déclarant son allégeance à Ayman al-Zawahiri d'Al-Qaïda. Le groupe a revendiqué la responsabilité d'un certain nombre d'attentats contre le gazoduc transportant le gaz naturel à travers le Sinaï vers la Jordanie et précédemment vers Israël. Par ailleurs, on pense qu'un attentat contre les Forces paramilitaires de la sécurité centrale en août 2013, est aussi lié au groupe.

Un autre groupe qui a des liens non seulement avec des dirigeants d'Al-Qaïda mais aussi avec Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI) et Al-Qaïda dans la péninsule arabique (AQPA) est le réseau Mohammad Jamal (MJN), établi par Mohammad

Jamal Abu Ahmad, un militant local emprisonné pendant l'ère de Moubarak et relâché en 2011. Jusqu'à son arrestation en 2012, Mohammad Jamal dirigeait une cellule terroriste au Caire dont on pense qu'elle planifie des attentats à l'intérieur de l'Égypte. Plus loin, il a établi des camps d'entraînement non seulement en Égypte mais aussi en Libye. Certains des attaquants de l'ambassade américaine à Benghazi, en Libye, auraient été entraînés dans des camps du MJN en Libye. Le MJN est soupçonné d'avoir reçu des fonds d'AQPA et d'avoir recruté pour AQPA et AQMI et accompli des actes en leur nom. Par ailleurs, Mohammad Jamal est soupçonné d'avoir des liens avec Province du Sinaï et des extrémistes islamistes en Europe.

La croissance du militantisme

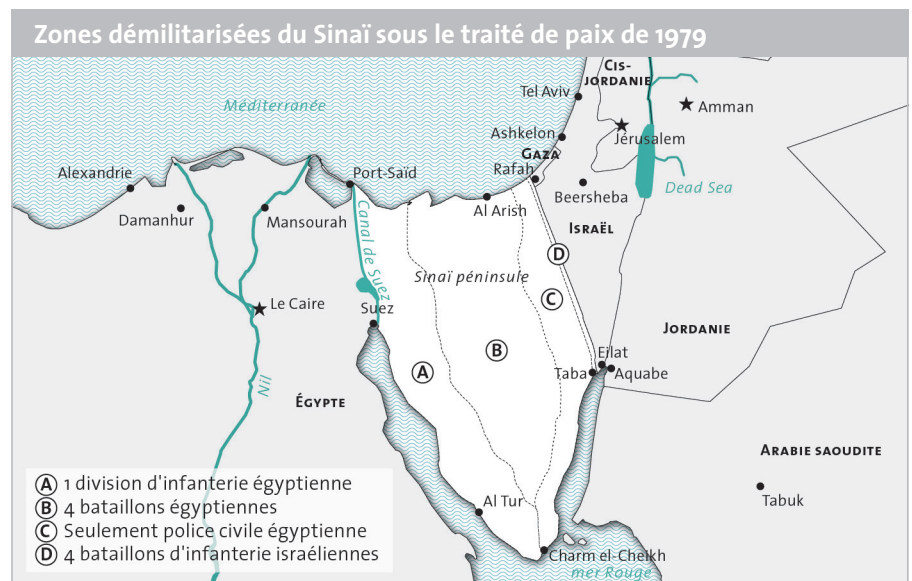
Un certain nombre de facteurs ont permis à des groupes islamistes armés de prendre racine et de proliférer dans le Sinaï. La péninsule n'a jamais été bien intégrée au reste de l'Égypte. Son isolement n'est pas seulement physique; les Bédouins, qui représentent 70 pour cent de la population locale (environ 200–300 000), ont plus d'affinités avec les peuples qui habitent dans les terres à l'est qu'avec le reste des Égyptiens. En effet, certaines tribus bédouines du Sinaï (Sawarka, Rumylat et Tarabin) habitent aussi à Gaza et en Israël. Ceci, associé à l'occupation israélienne du Sinaï de 1967 jusqu'au retrait complet d'Israël en 1982, a poussé les autorités du Caire à regarder les Bédouins du Sinaï avec méfiance, leur interdisant de travailler dans l'armée et les services de sécurité et nom-

mant les dirigeants tribaux et leurs candidats à l'Assemblée du peuple.

La marginalisation politique des Bédouins du Sinaï a aussi été suscitée par l'incapacité des gouvernements égyptiens à répondre à leurs besoins socio-économiques. Les plans de développement de la région sous Anwar Sadat ont été en grande partie abandonnés sous Hosni Moubarak. Les Bédouins avaient tendance à considérer que le développement de stations balnéaires sur la côte du golfe d'Aqaba, comme Sharm el-Shaykh, profitait au reste des Égyptiens et les repoussait plus loin à l'intérieur. Ils ont également vu le développement de la partie nord du Sinaï avec la création d'agrobusiness et le gazoduc vers Israël et la Jordanie comme un moyen d'exploiter les terres bédouines sur lesquelles les Bédouins eux-mêmes n'ont pas de droit de propriété.

Largement exclus de l'économie officielle et incapable de cultiver légalement les terres, les Bédouins ont développé une économie parallèle dans le Sinaï, transportant des drogues et des produits de contrebande vers Israël. Ceci, en se servant d'un réseau de tunnels. Les trois principales tribus s'étendant sur la frontière avec Gaza (Sawarka, Rumylat et Tarabin) dominaient ce commerce illégal. Au sud de la péninsule, près de la station balnéaire israélienne en mer Rouge d'Eliat, les tribus Azazmeh et Laheiwat faisaient passer clandestinement en Israël des migrants, des cigarettes et des drogues. La contrebande dans le Sinaï a nettement augmenté après le retrait d'Israël de Gaza en 2005 et du fait de son blocus de Gaza en 2007. En 2009, le commerce illégal avec Gaza serait devenu la source de revenu principale des Bédouins, avec des routes commerciales allant jusqu'à la Libye et au Soudan.

Les griefs des Bédouins, leur marginalisation politique et une antipathie croissante pour Israël les ont rendus vulnérables à l'islam radical. Un moment décisif de leur radicalisation semble avoir été la répression de réseaux islamistes violents dans le Sinaï après les attentats de 2004 dans les stations balnéaires de Taba et Nuweiba et l'attentat de 2005 à Sharm el-Shaykh qui a mené à des arrestations en masse et à l'emprisonnement de Bédouins locaux avec les salafistes djihadistes. Le retrait d'Israël de Gaza en 2005 a aussi accéléré la radicalisation des Bédouins locaux, au même titre que le blocus israélien de Gaza en 2007. Plus les Bédouins sont devenus dépendants



de la contrebande vers Gaza, plus ils sont aussi tombés sous l'influence idéologique du Hamas et des groupes salafistes djihadistes basés à Gaza; un certain nombre de religieux antérieurement basés à Gaza sont en outre arrivés dans le Sinaï à la suite de la répression par le Hamas de groupes salafistes djihadistes dans le territoire.

La chute de Moubarak en 2011 a permis aux Bédouins locaux d'asseoir leur autorité dans le Sinaï. Après des confrontations avec des Bédouins armés, le personnel des Forces de la sécurité centrale a abandonné un certain nombre de ses postes et des dépôts d'armes et de munitions dans le nord du Sinaï ont été pillés. L'effondrement du régime libyen a aussi accru la quantité et la sophistication des armes passées en contrebande dans le Sinaï, certaines étant introduites à Gaza et d'autres servant à mieux équiper des groupes dans le Sinaï. L'absence de présence d'une autorité centrale a

800 ménages avaient 48 heures pour quitter leurs maisons avant de les détruire.

aussi permis à des Bédouins emprisonnés après les attentats de 2004 et 2005 de s'évader de prison.

La réponse du gouvernement

Depuis 2011, les autorités centrales ont essayé de rétablir leur présence dans le Sinaï par le biais de mesures à la fois politiques et militaires. Le Conseil suprême des forces

armées (CSFA) a assoupli les restrictions concernant les traversées en surface, essayé de faciliter une réconciliation intra-palestinienne dans l'espoir de rétablir l'autorité du Fatah sur Gaza et relancé des pourparlers avec les dirigeants de tribus bédouines dans le but de renégocier le contrat social avec les Bédouins. Les négociations se sont cependant heurtées à la résistance des forces de sécurité et ont été éclipsées par des préoccupations quant à la stabilité générale du pays. C'est pourquoi le CSFA a lancé à la mi-2011 l'opération Eagle I, qui impliquait le plus grand mouvement militaire dans le Sinaï depuis la Guerre du Kippour de 1973. Ceci dans le but de chasser les groupes salafistes djihadistes des centres urbains du nord du Sinaï. Le CSFA a cherché à pousser le Hamas à prendre d'autres mesures pour rompre le lien entre les groupes dans le Sinaï et Gaza en augmentant son contrôle à la frontière de Gaza et en restreignant les approvisionnements en carburant à Gaza. Aucune mesure n'a rencontré un vif succès.

Pendant la présidence de Mohamed Morsi, on a de nouveau employé une approche mixte. Morsi a indiqué sa volonté de répondre aux griefs socio-économiques des Bédouins et initié, par l'entremise de salafistes et d'anciens salafistes djihadistes, des pourparlers avec les groupes armés du Sinaï. Il a aussi soutenu un assouplissement de la circulation des personnes et des biens en surface dans Gaza. Malgré ces efforts, les combats ont continué dans le Sinaï, incitant un retour à une réponse militaire. L'opération Eagle II, visant à protéger le canal de Suez, à éliminer les groupes isla-

mistes armés et à détruire le réseau de tunnels, a été lancée à la mi-2012.

Après le coup d'Etat de 2013, les nouvelles autorités du Caire ont adopté une stratégie plus agressive qui a débouché sur des arrestations en masse et des mesures de sécurité sévères. En octobre 2014, le gouvernement a imposé un couvre-feu et un état d'urgence. Il a détruit des maisons dans la région frontalière entre le Sinaï et Gaza. Ceci pour créer une zone-tampon de 14 km de

Depuis 2011 Tel Aviv a accepté de facto la remilitarisation de l'est du Sinaï.

long et d'un demi-kilomètre de large. L'armée a donné à quelque 800 ménages 48 heures pour quitter leurs maisons avant de les détruire. Bien que les attentats terroristes aient diminué en 2014, on craint que les méthodes du gouvernement el-Sisi rappellent celles de Moubarak et puissent de nouveau alimenter le militantisme bédouin.

Le Sinaï et les voisins de l'Egypte

Le mélange combustible de militantisme dans le Sinaï a aussi la capacité d'affecter les relations de l'Egypte avec Israël en raison des attaques dirigées contre des cibles israéliennes et des armes introduites à Gaza en contrebande. Le traité de paix égypto-israélien de 1979 qui a étayé la paix froide entre les deux pays n'envisageait pas une situation où des acteurs non étatiques dans le Sinaï mettraient en péril leur sécurité respective. Sous le traité, le Sinaï est divisé en zones. Dans la zone A, proche de l'Egypte continentale, l'Egypte peut stationner une division d'infanterie mécanisée de quelque 20 000 troupes. Dans la zone B, quatre bataillons de gardes-frontières peuvent être stationnés pour soutenir la police civile. Dans la zone C, proche de la frontière israélienne, aucune présence militaire égyptienne n'est permise. La Force multinationale et observateurs (FMO), une force de maintien de la paix internationale créée en guise d'alternative à la force de maintien de la paix des Nations Unies en

1981) a pour tâche de surveiller l'application de ces dispositions. La FMO est financée par l'Egypte, Israël et les Etats-Unis, et aidée par des contributions d'autres pays, dont la Suisse. Dans la zone D, à l'intérieur d'Israël, Israël peut stationner quatre bataillons d'infanterie.

Malgré ces restrictions, le traité fournit des mécanismes permettant des changements ad hoc dans le niveau de forces égyptiennes dans le Sinaï, à condition qu'Israël soit d'accord, ce qui a été le cas dans le passé. Depuis 2011, il n'y a eu qu'un seul cas où les forces militaires égyptiennes se sont déployées dans la zone C sans permission préalable, mais se sont retirées après l'alarme israélienne. Alors qu'Israël ne veut pas voir la remilitarisation de la zone C devenir permanente, Tel Aviv a accepté de facto la remilitarisation de l'est du Sinaï et se fie actuellement à l'armée égyptienne pour contenir au moins la situation dans le Sinaï. Jusqu'à présent, Israël s'est largement abstenu de prendre des mesures de prévention à l'intérieur du territoire égyptien, transmettant plutôt à l'Egypte des renseignements recueillis à Gaza. Des relations stables dépendront néanmoins de la poursuite de la bonne foi entre les deux voisins.

La situation dans le Sinaï a aussi des implications pour les relations entre le Caire et le Hamas. Pendant les dernières années du régime Moubarak, l'Egypte a exprimé une inquiétude croissante au sujet des synergies entre les militants basés à Gaza, le Hamas et les Bédouins du Sinaï. Une fois au pouvoir à Gaza, le Hamas a cependant cherché à démontrer son importance pour la stabilité et a réprimé les groupes salafistes djihadistes à Gaza, poussant certains à s'enfuir au Sinaï où ils pouvaient opérer plus librement et tisser des liens avec les tribus bédouines et les salafistes djihadistes égyptiens et étrangers. Les efforts des autorités du Caire pour rompre ces liens ont cependant posé un défi à l'autorité du Hamas à Gaza. Détruire l'économie des tunnels priverait par exemple le Hamas d'une source de revenu imposable.

Perspective

Aucune solution à long terme ne semble être en vue. Les facteurs qui ont contribué à l'insurrection et à la création d'un refuge pour les groupes djihadistes persistent. La population reste marginalisée sur le plan politique et dépendante d'activités illégales sur le plan économique. De plus, la répression des islamistes en Egypte et le traitement brutal des Bédouins du Sinaï vont probablement alimenter le discours salafiste djihadiste et soutenir leur cause. En fin de compte, des mesures de développement promouvant l'intégration des Bédouins dans l'économie officielle et fournissant des alternatives à la contrebande sont nécessaires. Il est probablement aussi important d'impliquer les dirigeants tribaux et d'inclure les Bédouins dans des structures étatiques dans le Sinaï pour améliorer les relations entre les autorités du Caire et la population locale, de même que pour améliorer la situation sécuritaire dans la péninsule. Le mauvais état des finances publiques égyptiennes et les innombrables défis auxquels doit faire face le pays dans l'ensemble signifient cependant que les besoins du Sinaï pourraient continuer d'être négligés, malgré la promesse d'investir dans le Sinaï suite aux attentats du janvier 2015. Les pays cherchant à soutenir la transition de l'Egypte et la stabilité dans la région, dont la Suisse, pourraient jouer un rôle essentiel en soutenant des initiatives de dialogue local et pour stimuler un développement durable et la création d'emplois dont bénéficieraient les Bédouins locaux. Le soutien d'une production agricole à petite échelle destinée à des marchés spécialisés, la fourniture de microcrédit et le soutien de petites et moyennes entreprises, par exemple, pourraient tous être des moyens de fournir des activités économiques légales aux Bédouins.

Dr. Lisa Watanabe est Senior Researcher au sein de l'équipe «Swiss and Euro-Atlantic Security» au Centre d'études de sécurité (CSS) de l'ETH.

Les analyses de politique de sécurité du CSS sont publiées par le Center for Security Studies (CSS) de l'ETH Zurich. Deux analyses paraissent chaque mois en allemand, français et anglais. Le CSS est un centre de compétence en matière de politique de sécurité suisse et internationale.

Editeurs: Christian Nünlist et Matthias Bieri
Traduction: Consultra; Relecture: Livio Pignoni
Layout et graphiques: Miriam Dahinden
ISSN: 2296-0228

Feedback et commentaires: analysen@sipo.gess.ethz.ch
Téléchargement et abonnement: www.css.ethz.ch/cssanalysen

Parus précédemment:

L'UE et le monde: de Mme Ashton à Mme Mogherini No 167
Le néo-Califat de «l'Etat islamique» No 166
La campagne américaine contre l'«Etat islamique» No 165
Systèmes d'armes létaux autonomes: un défi à l'avenir No 164
Gouvernance d'Internet: Une mise à jour s'impose No 163
La migration irrégulière comme défis pour l'Europe No 162